

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 07/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GRANULATS DE FRANCHE COMTE

9 rue Paul Langevin
21300 Chenôve

Références : UID257090/SPR/ES/ST 2023 - 1208D
Code AIOT : 0005902665

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/11/2023 dans l'établissement GRANULATS DE FRANCHE COMTE implanté Lieu-dit La Côte de Froy 90800 Banvillars. L'inspection a été annoncée le 17/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a également pour objet le contrôle de quelques dispositions de l'arrêté de prescriptions complémentaires du 4/04/2023 relatif à l'acceptation des déchets inertes à seuils rehaussés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANULATS DE FRANCHE COMTE
- Lieu-dit La Côte de Froy 90800 Banvillars
- Code AIOT : 0005902665
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GDFC est autorisée à exploiter une carrière de roches massives calcaires sur les territoires des communes de Brevilliers (70) et de Banvillars(90). La durée d'exploitation est de 30 ans (jusqu'au

9/12/2033) et le tonnage annuel moyen autorisé est de 200 000 tonnes (350 000 tonnes maximum). L'exploitant est également autorisé à remblayer une partie de la carrière avec des déchets inertes extérieurs au site depuis 2016.

Le volume autorisé de ces apports est de 50 000 m³ /an.

L'arrêté de prescriptions complémentaires du 4/04/2023 autorise l'exploitant à accepter sur la carrière des déchets inertes à seuils rehaussés. Le volume annuel autorisé de ces derniers est de 30 000 m³ et sont compris dans le volume annuel autorisé depuis 2016.

En conséquence le thème de cette inspection concerne les conditions d'acceptation et de stockage des déchets inertes extérieurs et les modalités de leur stockage. Il concerne également le respect de certaines dispositions réglementaires préalables avant tout apport de déchets inertes à seuils rehaussés.

Les zones inspectées sont les aires de contrôles des déchets inertes, la zone de stockage et une partie du périmètre du site située à proximité immédiate de l'entrée de la carrière.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conditions d'acceptation des déchets inertes,
- Conditions et modalités de stockage des déchets inertes,
- Opérations préalables au stockage des déchets inertes (qualités des eaux et biodiversité)
- Interdiction d'accès au site

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Poussières	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 27	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveau de production	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 4	Sans objet
2	Aménagements	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 10	Sans objet
3	Suivi de l'exploitation	Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 24	Sans objet
5	Admission des déchets inertes	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2	Sans objet
6	Condition d'admission des déchets inertes	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2	Sans objet
7	Condition d'admission des déchets inertes	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2	Sans objet
8	Modalités de remblaiement	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2	Sans objet
9	Tracabilité des déchets inertes	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2	Sans objet
10	Valeurs limites des déchets acceptés	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 3	Sans objet
11	Surveillance des eaux superficielles	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 4	Sans objet
12	Protection de la biodiversité	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 7	Sans objet
13	Garanties financières	AP Complémentaire du 04/04/2023, article 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection montre une exploitation correcte de la carrière. Les activités exercées sur cette carrière sont majoritairement des activités de remblaiement car depuis 3 ans, aucune activité d'extraction de matériaux n'est réalisée. L'activité de remblayage est en hausse par rapport aux années antérieures. L'exploitant a réalisé les mesures de la qualité des eaux du Brevilliers avant les premiers apports de déchets inertes. Cette inspection montre l'absence d'apport de déchets

inertes à seuils rehaussés et les dispositions réglementaires relatives à la biodiversité (mares) ont été respectées.

Toutefois, l'exploitant n'a pas réalisé de mesures des retombées de poussières alors que l'activité de remblayage est en forte hausse depuis cette année. Cette absence de mesures de retombées de poussières est un fait non-conforme à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Production annuelle
Prescription contrôlée : [...] La quantité annuelle moyenne de matériaux autorisée à extraire est de 200 000 tonnes. La production pourra atteindre 350 000 tonnes par an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels tout, en respectant la moyenne précitée de 200 000 tonnes par an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 17 ci-après. [...]
Constats : Cette carrière n'a pas produit de granulats depuis 2020 selon la déclaration de l'exploitant effectuée sur le site GEREP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 10
Thème(s) : Autre, Interdiction d'accès
Prescription contrôlée : [...] l'exploitant est tenu d'installer: —[...]Une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de l'autorisation [...] Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation. —[...] des pancartes placées bien vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation qui signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toutes personnes étrangères à l'entreprise [...]
Constats : Il a été constaté que la clôture située sur une partie du périmètre Est de la carrière est en bon état et dispose de plusieurs panneaux d'interdiction d'accès.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi de l'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 24
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan orienté de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés: —les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres; —les bords de fouille; —les courbes de niveau et cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire sur laquelle sont situés les installations et les stockages ainsi que des différentes banquettes séparant les gradins et du carreau de la carrière, —les zones remises en état et les zones de remblais visées à l'article 33 du présent arrêté, —la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 19.4 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Constats : Un plan à l'échelle 1/500 ^e daté du 2 octobre 2023 comporte l'ensemble des informations prescrites par l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/12/2003, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Envol des poussières
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. L'ensemble du site et de ses abords est maintenue en bon état de propreté. Les pistes et voies de circulation intérieures sont aménagées et entretenues. L'exploitant mets en place les mesures de réduction des émissions de poussières supplémentaires en cas dès le dépassement des seuils d'information et de recommandation dans le secteur du Plan de Protection de l'Atmosphère de l'Aire Urbaine de Belfort – Montbéliard – Héricourt - Delle. Ces mesures font l'objet de consignes, tenues à jour et communiquées à l'ensemble du personnel intervenant sur le site . Les installations de traitement des matériaux et les stocks de produits élaborés seront disposés en partie basse de la topographie sur une surface dont la cote altimétrique ne dépasse pas 395 mètres NGF. La surveillance des retombées des poussières est réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 susvisé.
Constats : L'entrée du site est actuellement en travaux pour la mise en place d'un pont bascule et d'un local d'accueil. Ces travaux génèrent des boues sur la voie d'accès à la carrière. L'exploitant indique prévoir des travaux de réfection de la voie d'accès lorsque les travaux actuels seront achevés. Le jour de l'inspection, il n'y avait pas d'installation de traitement dans la carrière. Cette carrière n'ayant pas produit de matériaux depuis 3 ans, aucune surveillance des retombées de poussières n'a été effectuée récemment. L'exploitant informe que la surveillance des retombées de poussières sera réalisée à partir de 2024 et qu'en fonction de ses résultats, des mesures réduction supplémentaires d'émission de poussières seront mis en place. Enfin, l'exploitant précise ne pas avoir établi de consignes particulières en cas de dépassement des seuils d'information et de recommandation du PPA. Il prévoit toutefois de les déterminer et les communiquer au travers d'une consigne écrite. L'absence de mesures de retombées de poussières est une non-conformité à la prescription susvisée. Il est demandé à l'exploitant de réaliser sous un délai de 3 mois la première campagne de retombées de poussières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Admission des déchets inertes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Tonnages annuels
Prescription contrôlée : Le volume annuel maximum de déchets inertes extérieurs à la carrière est fixé à 50 000 m ³ (90

<p>000t/an avec une densité de 1,8). Le volume annuel des déchets inertes en provenance de territoires extérieurs à la région Bourgogne-Franche-Comté représente moins de 50 % du volume annuel total des déchets inertes acceptés sur la carrière.[...]</p> <p>[...]Les seuils d'acceptation sont toutefois adaptés, pour une quantité maximale de 30 000 m³/an (54 000t/an avec une densité de 1,8), en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, sous réserve du respect des conditions prévues par le présent arrêté.[...]</p> <p>Constats : Selon la déclaration de l'exploitant sur le site GERE, 3000 ktonnes de terres et cailloux ont été acceptés sur site en 2022. Cette déclaration semble être erronée et la bonne valeur serait vraisemblablement être 3 ktonnes. En séance, l'exploitant a confirmé avoir pris comme unité la tonne alors que par défaut, elle est présentée sur GERE en ktonnes.</p> <p>Le registre de déchets entrants de l'exploitant montre que 47 882 tonnes de déchets inertes ont été stockés dans la carrière entre le 1/01/2023 et le 10/11/2023.</p> <p>L'exploitant indique qu'aucun déchet à seuils rehaussés n'ont été admis sur le site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 6 : Condition d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation préalable
<p>Prescription contrôlée : Au plus tard quarante-huit heures avant une livraison unique ou une série de livraisons d'un même type de déchets pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, issu d'un même chantier, l'exploitant dispose a minima du document préalable prévu à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, accompagné des résultats d'analyse pour les paramètres prévus à l'annexe 8 du présent arrêté, fournis par le producteur des déchets.</p> <p>Constats : L'exploitant a présenté les documents d'acceptation préalables en vigueur. Ils ne concernent que des apports de déchets inertes sans seuils rehaussés.</p> <p>Aucun déchet à seuils rehaussés n'a été accepté dans la carrière.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Condition d'admission des déchets inertes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de remblaiement
<p>Prescription contrôlée : [...] Les déchets extérieurs doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls déchets inertes. À ce titre, l'exploitant prévoit au moins une benne de tri spécifique pour les déchets indésirables sur l'installation qui sont écartés dès leur identification.</p> <p>Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé relatif aux conditions d'admission des déchets inertes, le stockage de matériaux inertes d'apport extérieur au site susvisé, la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets inertes extérieurs admis sur le site sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une pesée est effectuée pour chaque apport de déchets inertes sur le site ; • Un contrôle visuel et olfactif est réalisé par l'opérateur du site avant déchargement des matériaux sur une plate-forme de réception prévues à cet effet afin d'y déceler les éléments indésirables ;

<ul style="list-style-type: none"> • En cas de déchets ne rentrant pas dans la catégorie définie ci-dessus, le véhicule et son chargement sont refusés ; • En cas d'accord, le déchargement est pratiqué sur la plate-forme de réception de sorte que l'opérateur puisse vérifier l'intégralité du chargement ; • En cas de matériaux non conformes, le chargement est opéré et restitué au producteur ; • Les matériaux acceptés sont déplacés de la plate-forme de réception à la zone de remblayage.
<p>Constats :</p> <p>La carrière fait actuellement l'objet de travaux de mise en place d'un pont bascule et d'un local d'accueil (bungalow). L'exploitant informe que la bascule sera opérationnelle au 1^{er} janvier 2024. Avant cette date, aucune personne ne travaille sur le site à temps complet.</p> <p>Le tonnage des déchets entrants sur ce site ont été évalués par rapport aux volumes transportés par les camions. Toutefois, l'exploitant indique que certains apports liés au recyclage de déchets inertes ont été pesés sur la bascule de la carrière d'Arcey (25).</p> <p>La procédure de contrôle de l'exploitant indique qu'un contrôle des déchets est réalisé avant leur stockage définitif.</p> <p>Toutefois, il informe qu'actuellement les contrôles des camions sont réalisés 2 fois par jour par le chef de la carrière d'Arcey et par le directeur technique jusqu'au positionnement d'une personne a temps complet dans le bungalow (janvier 2024).</p> <p>Il a été constaté la présence de 2 plate-formes de réception des apports de déchets (haute pour temps humide et basse pour temps sec). Elles sont identifiées et sont chacune équipées d'une benne de tri. Une d'entre elles montre la présence de plusieurs tas de déchets visuellement inertes correspondant à chaque déversement de camion. Ces apports seront ensuite stockés définitivement dans la zone dédiée après contrôle de leur composition.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Modalités de remblaiement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Organisation et phasage du remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le remblaiement, comme celui réalisé avec les stériles de l'exploitation, s'effectue à partir de l'angle Sud-Ouest du périmètre de la carrière et en progressant vers le Nord selon le phasage décrit à l'annexe 7 du présent arrêté.</p> <p>L'organisation et le phasage du remblaiement par type de déchets (inertes et à seuils rehaussés) est réalisée selon le schéma présenté en annexe 9 du présent arrêté et par la réalisation des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le conduit karstique est obstrué par des matériaux calcaires propres provenant du site (blocs pluri-décimétriques) ; • Les points d'eau temporaire sont comblés au moyen de matériaux calcaires issus de la carrière ; • Les déchets inertes hors seuils rehaussés sont mis en place au droit et à proximité du conduit karstique, sur un rayon de l'ordre de 5 m autour de l'entrée du conduit ; • Les déchets inertes à seuils rehaussés sont disposés sur une couche de 5 mètres d'épaisseur de matériaux inertes hors seuils rehaussés; • La partie externe du talus définitif est recouverte au moyen de remblai sans seuils rehaussés ; • La partie sommitale du remblai est recouverte d'une couche de stériles du site et de terre de 2 mètres d'épaisseur pour permettre un retour à l'usage agricole. <p>Constats :</p> <p>La zone des déchets stockés est située sur la partie Sud de la carrière conformément au phasage de remblaiement prescrit. La hauteur du stockage est d'environ 10 mètres et il est constitué de déchets inertes sans seuils rehaussés. D'après l'exploitant, le conduit karstique a été comblé par</p>

des blocs de la carrière et il est actuellement recouvert par le massif de déchets inertes.
Il a été constaté quelques mares sur la plate-forme haute. Les autres ont été comblées par des matériaux de la carrière après le passage d'un écologue.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Traçabilité des déchets inertes

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Registre
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'arrêté du 31 mai 2021 susvisé fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments, le registre d'admission distingue les apports liés aux déchets inertes de ceux liés aux déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés.</p> <p>Un plan topographique permet de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.[...]</p>
<p>Constats : Le registre des déchets entrants a été adressé à l'inspection. Ce document présenté sous forme de tableur informatique présente l'ensemble des informations réglementaires prescrit par l'arrêté ministériel susvisé. Un menu déroulant permet le renseignement de la dénomination du déchet et en particulier s'il s'agit d'un déchet inerte 3+.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Valeurs limites des déchets acceptés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques des déchets à seuils rehaussés acceptés sur site
<p>Prescription contrôlée : [...] Les déchets inertes pour lesquels les seuils d'acceptation sont adaptés en application de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé, acceptés dans l'installation de stockage respectent les valeurs limites suivantes : Tableau de l'article 3 de l'APC du 24/04/2023.</p>
<p>Constats : Contrôle sans objet car actuellement aucun déchet inerte 3+ n'est stocké sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Surveillance des eaux superficielles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux du Brevilliers
<p>Prescription contrôlée : [...] Avant tout apport de déchets à seuils rehaussés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation d'une campagne d'analyse semestrielle (hautes et basses eaux) du milieu récepteur à l'amont et à l'aval direct de la source de la Charmille et en aval du ruisseau de Brevilliers afin d'établir un point de référence de l'état et du régime hydrologique des eaux du Brevilliers ; <p>Les résultats de ces mesures sont adressés à l'inspection des installations classées dans un délai maximum d'un mois après la réalisation des prélèvements.</p> <p>À partir du premier apport de déchets à seuils rehaussés</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de campagnes d'analyses trimestrielles à l'amont et à l'aval direct de la source de la Charmille <p>En cas d'impossibilité de réaliser ce suivi en aval direct de la source en cas de situation d'assec, le</p>

<p>suivi est réalisé au niveau de la station n°06461520 en aval du ruisseau de Brevilliers ;</p> <p>Les résultats d'analyse issus des dispositions du présent article sont adressés annuellement à l'inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un rapport d'analyse de la qualité des eaux du Brevilliers daté du mois d'avril 2022 montre que des mesures ont été effectuées en période de basses eaux (25/10/2022) et hautes eaux (17/01/2023) sur les paramètres des arrêtés ministériels du 22/09/1994 et du 12/12/2014.</p> <p>Les analyses ont été effectuées par un laboratoire accrédité COFRAC et disposant d'agrément du ministère de la transition écologiques.</p> <p>Résultats:</p> <p>Basses eaux: la grande majorité des éléments analysés se situe en conformité avec les valeurs limites définissant le bon état physico-chimique (DCE) et/ou le bon niveau de qualité (SEQ-Eau V2).</p> <p>Hautes eaux: la totalité des éléments analysés se situe en conformité avec les valeurs limites définissant le bon état physico-chimique (DCE) et/ou le bon niveau de qualité (SEQ-Eau V2).</p> <p>Conclusion: Il est constaté l'absence d'évolution notable des teneurs au fil de l'eau. En effet, la totalité des éléments analysés présente à minima un bon niveau d'état (ou de qualité), ou se situe en conformité avec les valeurs limites de l'Arrêté Ministériel du 11 janvier 2007. Toutefois lors des deux campagnes, malgré des teneurs faibles, on peut noter une élévation graduelle de la somme des HAP au fil de l'eau.</p> <p>Au regard de l'absence d'apport de déchets inertes 3+, aucune campagne d'analyses trimestrielles à l'amont et à l'aval direct de la source de la Charmille n'a été effectuée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Protection de la biodiversité

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Comblement des rétentions d'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La rétention d'eau sera comblée lors des périodes favorables et après passage d'un écologue pour ne pas détruire d'éventuels faunes ou flores protégées présentes dans la zone. Les pistes de la carrière seront entretenues pour éviter l'implantation de gîtes larvaires et d'éventuelles espèces protégées.[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas été constaté de rétention d'eau sur les pistes de la carrière.</p> <p>Le rapport de l'écologue a été présenté à l'inspection et il montre que les visites ont été réalisées le 2/06/2023 et le 6/11/2023. Lors du premier passage, il a été constaté au niveau de 2 mares la présence de grenouilles vertes et rieuses, ce qui explique le second passage de l'écologue en novembre. Le 6/11/2023, il n'a plus été constaté la présence de ces grenouilles.</p> <p>Le remblaiement de ces mares a été effectué depuis cette date.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/04/2023, article 10
Thème(s) : Autre, Garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant doit avoir constitué des garanties financières d'un montant au moins égal à 210 721 (phase 4) et à 261 484 (phase 5) .
Constats : Un acte de cautionnement daté du 3 mai 2023 couvre la période du 4/04/2023 au 09/12/2023 pour un montant de 211 544 euros. Un second acte de cautionnement daté du 9 août 2023 concerne la période du 9/12/2023 au 09/12/2028 pour un montant de 262 502 euros.
Type de suites proposées : Sans suite